

andissement de Noisy le Sec

414601/01

FRANCHISSEMENT  
de la LIGNE DE DÉMARCATIO

à Chasser

Paris, le 12 Octobre 1943

-----  
1ère Division

Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
de la Région de l'EST,

Vous avez bien voulu, par lettre N° 649 Pbl MT/E du 1er Octobre dernier, me demander de vous renseigner au sujet du tracé des lignes militaires d'interdiction ayant fait l'objet d'une ordonnance du 26 Juillet 1943 du Militärbefehlshaber pour la Belgique et le Nord de la France, tracé qu'il est interdit à quiconque de franchir sans autorisation, sous peine d'emprisonnement et d'amende de la part des autorités allemandes.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que, d'après les renseignements recueillis, l'ordonnance précitée vise non pas les lignes militaires d'interdiction, mais la zone côtière interdite soumise au contrôle du Militärbefehlshaber pour la Belgique et le Nord de la France.

L'E.B.D. de NANCY vous donnera, si vous le désirez, la délimitation exacte de cette zone côtière.

P. le Directeur  
D'Ingénieur en Chef  
au Service Central du Personnel  
signé : FATALOT

-----  
MT/E

Bureau du Personnel

Paris, le 13 Octobre 1943

-----  
N° 738 Pbl

Messieurs les Chefs de Division  
Subdivision  
Arrondissement

: Pour gouverner.

Suite à mon transmis N° 519 Pbl du 30.8.43 d'une copie de l'Ordonnance du 26.7.43 rappelée ci-dessus.

La délimitation de cette zone côtière vous a été indiquée par lettre 3 Pdg/Bmas 327 (o) des 31 Août, 7 Septembre 1942 de la H.V.D. Bruxelles (mon transmis 169 PF 42/3 du 23.9.42).

P. le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction  
signé : WEBER

P. 4872/14  
GE

Copie Transmise à Monsieur (5 Chefs) M. GUTH

Noisy-le-Sec, le 25 Octobre 1943

LE CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL

Signé : SIRURGUET

que nous avons données non seulement pour le franchissement occasionnel, mais aussi pour le franchissement fréquent et régulier de la frontière dans l'intérêt du service du chemin de fer. La réglementation spéciale est applicable pour le "trafic frontalier à courte distance".

a) le personnel des trains et des machines est autorisé provisoirement à franchir la frontière au moyen d'un "Ausweis", mais doit prouver aux services de contrôle qu'il s'agit d'un voyage de service ou pour se rendre à son service ou pour en revenir. La réglementation définitive n'est pas encore fixée et sera portée à votre connaissance au cas où elle différerait de la présente.

Est considéré comme "Ausweis" pour les agents du chemin de fer :

a) pour les chemins français la carte d'identité de la SNCF avec passeillon bilatéral de l'année en cours et le "Bahnweiser" collé de la NVB (NVB) de Bruxelles ou de Paris.

b) pour les chemins belges la carte d'identité d'une commune belge avec le "Bahnweiser" collé de la NVB de Bruxelles (NVB).

Copie de notre lettre 3 7 5 Pa (B) du 15 avril 1943 est jointe pour la délégation de la SNCF auprès de l'ONB Nancy.

Signé: ROUSSEAU.

Service de Liaison  
SNCF - NVB Bruxelles  
N.B. 5572/10.

Transmis à M. le Directeur Général SNCF - NVB  
Bruxelles, le 15 mai 1943  
Le Chef du Service de Liaison  
Signé: ROUSSEAU.

Préavis donné à M. le Directeur du Service Central du Personnel.  
M. le Directeur de l'Exploitation Région Nord  
M. le Directeur de l'Exploitation Région Est.

SNCF - NVB

Bureau du Personnel

N° 14 Pbl

Paris, le 1 JUIN 1943

Messieurs les Chefs de Division  
- Subdivision  
- Arrondissement

Pour gouverner.

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

Personnel

2. 6. 43

PT.

Représenté

Thuffe



161/11  
Hauptverkehrsdirection.  
Bruxelles  
A. S. Pa (F)

Copie  
Copie à M. M. DUBOIS  
Paris, le 17 mai 1943  
P. le Chef des Services  
Administratifs,  
l'inspecteur principal,  
Signé: VERHIER.

Bruxelles, le 18 mai 1943

Aux MBS Bruxelles, Lille et Nancy  
Ateliers en Belgique et en France  
pour information

Abt Wasserstrassen - Referent St.

Délégations de la S.H.C.F. auprès de la MVD Bruxelles et des MBS  
Lille et Nancy et MBSB Bruxelles.

Objet - Nouvelle réglementation du trafic voyageurs entre la Belgique  
et la France.

(Suite à notre lettre A 25 Pa (B) du 19 avril 1943).

I. La réglementation du Commandant militaire pour la Belgique et le Nord  
de la France, portée à votre connaissance par notre lettre du 19 avril  
1943, correspond à la réglementation du Commandant militaire pour la  
France, à l'exception de la dérogation suivante:  
La validité de la carte d'identité n'est pas subordonnée à la condition  
que la carte ait été délivrée après le 1<sup>er</sup> janvier 1943. Par conséquent,  
la carte d'identité française peut avoir été délivrée avant le 1<sup>er</sup> jan-  
vier 1943.

II. Sur le territoire de compétence du commandant militaire pour la France,  
la nouvelle réglementation ne s'applique pas non plus aux habitants  
voyageant pour compte de la Wehrmacht ou dans l'intérêt du chemin de fer.  
Des personnes recevront des "permis" pour le franchissement de la fron-  
tière (Grenzübertrittscheine) délivrés, sur demande, par la "Präfektur  
III" du Commandant supérieur de la Wehrmacht à Paris ou des Services  
annexes ou extérieurs délégués plus loin.

La demande devra être introduite par le demandeur ou par le Service in-  
térressé des chemins de fer français au moyen du formulaire "Demande pour  
la délivrance d'un laissez-passer" et devra être revêtu du visa de l'Etat  
ou de l'Etat compétent. Territoire de compétence de la Präfektur III et  
de ses services annexes et extérieurs appartenant à la circonscription  
de la MVD de Bruxelles.

1) Präfektur III du Commandement supérieur de la Wehrmacht Paris, et  
champs annexes: départements: Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne,  
Yvelines, Eure-et-Loir, Eure, Calvados, Manche, Mayenne, Sarthe,  
Mayenne, Maine-et-Loire, Loiret et les parties des départements du Loiret-  
et-Cher et du Cher, situées dans l'ancienne zone occupée.

2) Service annexe de la Präfektur III du Commandement supérieur de la  
Wehrmacht - Lille:

a) départements: Nord, Lille, Haute-Normandie, Yonne, Côte-d'Or, Nièvre,  
Saône-et-Loire et les parties des départements Saône-et-Loire, Jura et Côte-d'Or,  
situées dans l'ancienne zone occupée.

b) départements: Rhône, Haute-Savoie, Isère, Savoie, Briançon, Alpes  
maritimes, Alpes de Haute-Provence, Alpes du Nord, Alpes du Sud,  
Pyrénées-Orientales, Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Gers, Lot-et-  
Garonne, Tarn-et-Garonne, Lot, Lot-et-Garonne, Dordogne, Gironde,  
Charente-Maritime, Charente, Deux-Sèvres, Vendée, Mayenne, Sarthe,  
Mayenne, Maine-et-Loire, Loiret et les parties des départements du Loiret-  
et-Cher et du Cher, situées dans l'ancienne zone occupée.

2) Service extérieur de Nancy de la Préfecture III du commandement supérieur de la Wehrmacht : départements; Meuse, Moselle-et-Saône, Vosges et Haute-Saône.

III. Comme complément à notre lettre du 19.3.1943, nous faisons savoir ce qui suit :

1) Les personnes munies d'un "permis" pour le franchissement de la frontière ou d'un "laissez-passer Ouest", s'entend-à-savoir toutes les personnes franchissant la frontière dans l'intérêt de la Wehrmacht ou du chemin de fer ne sont autorisées à emprunter que les points frontalières ferroviaires ou routiers ci-après :

a) Points frontalières SNCF (frontière belge-française)

- 1) Longwy
- 2) Neuvicq
- 3) Givet
- 4) Anor
- 5) Jeumont
- 6) Palignies
- 7) Vieux-Condé - gare
- 8) Baisieux
- 9) Tournai

- Ligne de - à
- Nancy - Athus
  - Montmédy - Virton
  - Charleville - Namur
  - Anor - Chimay
  - Mauberge - Charleroi
  - Paris - Bruxelles
  - Condé - Peruwé
  - Lille - Bruxelles
  - Tournai - Mons

b) Points frontalières routiers (frontière belge-française)

Route de - à

- 1) Mont-St-Martin
- 2) Neuvicq
- 3) La Chapelle
- 4) Givet
- 5) Le Ques - d'Esneux
- 6) Anor
- 7) Hestun
- 8) Jeumont
- 9) Palignies
- 10) Quiévrechain
- 11) Condé
- 12) Maulde
- 13) Mouchin
- 14) Baisieux
- 15) Tournai
- 16) Wattrelos
- 17) Mont à l'Oie
- 18) Risquons Tout
- 19) Halluin
- 20) Servich
- 21) Comines

- Longwy - Arlon
- Montmédy - Virton
- Verden - Houillon
- Givet - Dinant et
- Givet - Philippeville
- Roer - Bouvin
- Trelon - Chimay
- Avesnes - Monmouth
- Mauberge - Binche
- Mauberge - Vervins
- Valenciennes-Peruwé
- Valenciennes-Peruwé
- St-Amand - Tournai
- Orchies - Tournai
- Lille - Tournai
- Moubaix - Tournai
- Moubaix - Palignies
- Moubaix - Mons
- Moubaix - Courtrai
- Lille - Courtrai
- Binche - Servich
- Passage du Canal entre
- Comines France et Comines
- Belgique.
- Armentières - Ypres
- Bailleur - Ypres.

- 22) Le Ques
- 23) Bailleur

2) Tous les cheminots locaux (français et belges) à l'exception toutefois provisoirement du personnel des trains et des machines, devront pour le franchissement de la frontière, être en possession de l'autorisation précitée. Il y a lieu, par conséquent, d'introduire, dans tous les cas, une demande pour la délivrance d'un laissez-passer conformément aux indications

personnel ces dispositions qui annulent celles ayant fait l'objet de mes transmis Nos 30 F /43/4 du 27.2.43 et 33 P.43/4 du 4.3.43. *(non reçu à Wamy)*

Les instructions de mes transmissions Nos 61 PT 42/3 du 21.2.42 et 65 PT.42/3 du 24.2.42 restent valables en ce qui concerne l'établissement des ordres de mission destinés aux fonctionnaires et agents devant franchir la ligne de démarcation pour nécessités de service; par contre, celles de mon transmis N° 302 PT.41/3 du 6.8.41 sont abrogées. *(non reçu)*

Le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction,

*Thurmes*



SOCIETE NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANCAIS

ORDRE DE MISSION  
DIENSTAUFTRAG

NOM:.....  
Name:.....  
PRENOMS:.....  
Vornamen:.....  
GRADE : .....  
Dienstgrad:.....  
SERVICE : .....  
Dienststelle:.....  
SE DEPLACE DU ..... 194 AU ..... 194  
Reist vom bis  
DE ..... A .....  
von nach  
MOTIF DU VOYAGE : .....  
Grund der Reise: .....

LIEU ..... LE ..... 194  
(Ort) den

(Signature, Grade, Service)  
(Unterschrift, Dienstgrad, Dienststelle)

Timbre ou désignation .....  
du service: .....  
stempel oder Bezeichnung  
der dienststelle

L'ordre de mission n'est valable que)  
s'il est présenté conjointement avec)  
la carte d'identité S.N.C.F. N° ..... )  
Der Dienstauftrag ist nur gültig wenn) .....  
er gleichzeitig mit der Identitätskar- )  
te der S.N.C.F. Nr. .... )  
vorgezeigt wird.

SOCIETE NATIONALE  
DES  
CHEMINS DE FER FRANCAIS

ORDRE DE MISSION  
DIENSTAUFTRAG

Nom:.....  
Name:.....  
PRENOMS:.....  
Vornamen:.....  
GRADE : .....  
Dienstgrad:.....  
SERVICE: .....  
Dienststelle:.....  
SE DEPLACE DU ..... 194 AU ..... 194  
Reist vom bis  
DE ..... A .....  
von nach  
MOTIF DU VOYAGE: .....  
Grund der Reise: .....

LIEU ..... LE ..... 194  
(Ort) den

(Signature, Grade, Service)  
(Unterschrift, Dienstgrad, Dienststelle)

Timbre ou désignation .....  
du service: .....  
Stempel oder Bezeichnung  
der dienststelle

L'ordre de mission n'est valable que)  
s'il est présenté conjointement avec)  
la carte d'identité S.N.C.F. N° ..... )  
Der Dienstauftrag ist nur gültig wenn) .....  
er gleichzeitig mit der Identitätskar- )  
te der S.N.C.F. Nr. .... )  
vorgezeigt wird.



A V I S

-:-:-

Le personnel est informé que d'après de nouvelles instructions données par les Autorités d'occupation et contrairement à l'avis affiché le 9 courant les agents et leur famille ne peuvent plus franchir la ligne de démarcation avec la carte d'identité S.N.C.F. ou le carnet de permis, même s'il a été validé pour 1943.

En conséquence, les agents et leur famille, sont assimilés à tous les autres citoyens et doivent être porteurs, pour franchir cette ligne, de la carte d'identité officielle délivrée par les Préfectures

Noisy-le-Sec, le 25 Mars 1943

Paris, le 10 Mars 1942

N° 804

Monsieur le Chef d'arrondissement  
à NOISY  
ROMILLY  
MOHON  
NANCY

Monsieur l'Ingénieur, Chef des  
Ateliers d'EPERNAY

M. le Chef du Service vient de me faire remarquer qu'un renseignement très simple, qui pouvait être fourni par retour du courrier, n'avait même pas été donné dans le délai de DIX jours qui avait été accordé.

Il s'agit du recensement des registres d'enregistrement des ordres de mission qui nous avait été demandé par lettre n° 65 PT.42/3 du 24 février 1942, et dont le résultat devait être centralisé par mes soins et remis à M. le Chef du Service pour le 2 Mars.

La lettre 65 PT 42/3 du 24 février 1942 a été adressée directement par la Subdivision du Personnel aux destinataires.

Un arrondissement et les Ateliers d'Epernay ont répondu le 28 février.

Un arrondissement a adressé sa réponse directement à la Subdivision du Personnel (ce qui a contraint le S.R. de la Division à attendre puis à rechercher) alors que la lettre précitée prévoyait explicitement la centralisation des réponses à l'échelon "Division".

Un autre arrondissement n'a répondu (le 5 Mars) qu'à la réception du rappel : à remarquer que ce rappel demandait la justification du retard et qu'aucune justification n'a été fournie.

Enfin, un arrondissement a répondu le 5 mars (après rappel) que deux fonctionnaires seulement étant titulaires de vignettes, il n'avait pas cru devoir confirmer qu'il n'y avait qu'un seul registre.

Cette analyse des causes du retard montre bien que la réponse pouvait être donnée dans les délais voulus si à l'échelon "exécution" on avait apporté l'attention et le soin désirables au règlement de cette affaire. Les agents responsables devront faire l'objet de sanctions dont vous me rendrez compte.

Pour éviter le retour de tels faits, vous voudrez bien rappeler aux agents intéressés qu'ils sont responsables de la bonne exécution de leur service et qu'ils s'exposeraient à des sanctions plus graves si de telles négligences se renouvelaient.

D'une manière générale, je vous rappelle que chaque fois que la réponse à une question ne peut être fournie dans le délai fixé, il vous appartient de m'en aviser en me donnant le motif du retard. Bien entendu, cet avis doit me parvenir au plus tard le jour d'expiration du délai.

Le Chef de la Division  
du Matériel

*M. Richard  
Personnel  
dans quelle mesure vous nous reportez  
à cette affaire ?  
ne pas répéter -*

*P. Lescour*

14/3/42

*9/0 de mission*

330 P/14

e l'Arrondissement de Noisy-le-Sec  
à Monsieur le Chef de Bureau Ppal du Bureau du Personnel  
27 Février 1942

Suite à lettre N° 711 du 23/2/41 de M. le Directeur  
de la Région, votre transmission N° 65 PT 42/3 du  
24 courant.

-----

Je vous informe qu'aucun agent de notre Arrondisse-  
ment n'est titulaire d'une vignette blanche.

En conséquence, nous n'avons pas de registre à ouvrir  
pour l'inscription des ordres de mission dont doivent être  
détenteurs les titulaires des dites vignettes

*L. Richard*



Monsieur le Chef du Service  
du Matériel et de la Traction

Comme suite à la lettre N° D 913413/16 du 12 Février 1942 de M. le Directeur Général et au Mémento de la Conférence des Chefs du Service des 10 et 17 Février 1942, question VI, concernant les Ordres de Mission dont doivent être détenteurs les fonctionnaires titulaires d'une vignette blanche pour le franchissement, soit de la ligne du N.E., soit de la ligne de démarcation, je vous prie de vouloir bien noter ce qui suit :

1°- Il sera établi auprès de chaque fonctionnaire supérieur autorisé à signer les ordres de mission un registre où seront portés les nom, prénoms et grade des bénéficiaires, ainsi que la date extrême de validité de chaque ordre de mission;

2°- Les ordres de mission devront être rendus par les intéressés à l'Autorité qui les a délivrés, au plus tard un jour après leur date d'expiration de validité, ce jour devra être indiqué sur l'ordre de mission.

La mention ci-dessous (avec traduction en allemand) sera en conséquence portée à la machine à écrire ou au moyen d'un timbre sur chaque ordre de mission lors de sa délivrance :

"Le présent ordre de mission devra être restitué à l'Autorité qui l'a délivré au plus tard un jour après sa date d'expiration de validité".

"Gegenwärtiger Dienstauftrag ist der Dienststelle, die denselben ausgestellt hat, spätestens ein Tag nach Ablauf der Gültigkeitsdauer zurückzugeben".

3°- Les ordres de mission ainsi restitués seront annulés et mis au pilon dans le plus bref délai, la date de restitution sera indiquée sur le registre.

4°- Vous voudrez bien me donner la liste des registres de l'espèce existant dans votre Service et la tenir au courant; je ferai procéder à des vérifications.

M. WISDORF, RIDET, NARPS, JOUFFROY

Le Directeur de la Région  
Signé : RENARD.

MT/E

Paris, le 24 Février 1942

Bureau du Personnel

Monsieur

N° 65 PT.42/3

Les dispositions ci-dessus complètent et modifient les prescriptions de mon transmis N° 61 PT.42/3 du 21 courant.

Les ordres de mission étant délivrés uniquement par les Services ci-après :

- Arrondissements du Matériel - de Traction - Ateliers d'Epernay
- Divisions Régionales,
- Subdivision du Personnel,

*M. Richard*  
*Personnel*

*Cette affaire ne doit avoir aucun lien avec M. M. Benoit  
à Obamou et, en outre, il n'y a pas de vignette blanche  
pour la ligne de démarcation. Je vous prie de bien vouloir  
faire vérifier à ce sujet.*



chaque fonctionnaire supérieur de ces Services ouvrira un cahier de contrôle spécial pour les titres à sa signature.

Ce cahier indiquera :

N° d'ordre - Nom - prénoms - Grade - Résidence - Destination ou parcours - N° de l'Ausweis du bénéficiaire - Date de remise de l'ordre de mission - Date d'expiration - Date de restitution - Observations.

La mention bilingue sera inscrite à la machine à écrire au verso de chaque ordre de mission. La confection du timbre en caoutchouc primitivement prévu est donc à arrêter.

Les Chefs de Division m'adresseront pour le 2 Mars la liste des registres de contrôle qui seront ouverts dans leur Service et me signaleront toutes modifications qui seront apportées à cette liste.

P. le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction

Signé : KEUFFER

3/9 S.N.C.F. Le Directeur Général  
D 913413/16

Paris, le 12 Février 1942

Des incidents se sont produits récemment à la ligne de démarcation lors du contrôle des ordres de mission dont doivent être munis les fonctionnaires porteurs de vignettes.

Les dates de validité de ces ordres de mission avaient été grattées et surchargées pour allonger la validité des titres sans avoir à revenir devant l'Autorité qui les avait émis.

De tels faits ne peuvent être tolérés; aussi vous voudrez bien faire prendre note par vos Services :

1°)- qu'il est absolument interdit de gratter ou surcharger les ordres de mission;

2°)- que ceux-ci doivent être retournés, dès leur expiration, aux Autorités qui les ont signés.

J'attire tout spécialement votre attention sur ce dernier point et je demande que les Secrétariats des divers Services soient responsables de la récupération, le moment venu, des ordres de mission délivrés par leur intermédiaire.

MM. Les D<sup>rs</sup> de l'Expl. des Régions.  
des Services Centraux

Le Directeur Général  
Signé : LE BESNERAIS

les Chefs de Service

les Secrétaires Généraux des C<sup>ies</sup>

Copie à M.M. WISDORFF, RIDET, NARPS, JOUFFROY

MT/E Beau du pel

N° 61 PT.42/3

21.2.42

Monsieur

Pour gouverne.

Chaque Centre établissant des ordres de mission devra tenir attachement, sur un cahier spécial, de ceux qu'il aura établis conjointement avec les Ausweis, tant pour la ligne de démarcation que pour la ligne du Nord-Est.

Ces ordres de mission, sur lesquels devra être apposé un timbre en caoutchouc du modèle suivant : "A renvoyer après usage et au plus tard le .....", seront numérotés et leur restitution sera exigée dès qu'ils seront périmés. Un nouveau titre ne pourra d'ailleurs être délivré que contre remise de l'ancien.

En ce qui concerne le Service Régional, les ordres de mission, fournis en blanc par la Subdivision du Personnel, seront revêtus par ses soins, avant livraison, du cachet en question; en cas de besoin, le timbre spécial au Service Régional M.T. sera mis à disposition par la Subdivision du Personnel.

Quant aux Arrondissements, il leur appartiendra de commander dans le commerce le nombre de timbres utiles.

Le Chef du Service  
du Matériel & de la Traction

*Monet*

ARMÉE  
DE  
FRANCE  
MONTM.

**P. 4563/14**

DÉSIGNATION

PERSONNEL  
V  
CIVILISÉ

INSTRUMENTS  
MÉTIER  
DE  
MONTM.

ARMÉE

ARMÉE

**VE**

**Copie transmise à Monsieur S. Chefs**

**MM. BAILLY**

**GUTH**

**G. AP.**

ARMÉE DE FRANCE

ARMÉE DE FRANCE

**Noisy-le-Sec, le 14 Août 1942**

(DÉSIGNATION)

**FICHE D'IMBUTATION**

**LE CHEF D'ARRONDISSEMENT  
DU MATÉRIEL**

ARMÉE DE FRANCE

ARMÉE DE FRANCE

ARMÉE DE FRANCE

(C) ARMÉE DE FRANCE

(D) ARMÉE DE FRANCE

(V) ARMÉE DE FRANCE

25



2/11

Secrétariat d'Etat  
aux Communications

Direction Générale  
des Transports

Service  
de la Main-d'Oeuvre

6<sup>e</sup> Bureau

AD/SW N° 96

Paris, le 26 Juillet 1942

Le Secrétaire d'Etat aux Communications  
À Monsieur le Directeur Général  
de la Société Nationale des Chemins de Fer,

Conformément à votre demande, je suis intervenu à nouveau auprès de M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, pour que les autorités administratives acceptent de considérer comme pièce officielle la carte d'identité professionnelle dont sont titulaires les agents de la Société Nationale des Chemins de Fer, tant que la carte instituée par la loi du 27 Octobre 1940 n'aura pas été rendue obligatoire.

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie de la lettre que m'a adressée le 10 Juillet 1942 M. le Chef du Gouvernement, Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, comme suite à mon intervention.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications  
/Le Ministre et par autorisations.  
/Le Directeur Général des Transports  
Le Directeur adjoint,  
signé : illisible

30-7-42

S.N.C.F.

Service Central  
du Personnel

1<sup>re</sup> Division

22222222

N° P. 7953

Paris, le 1<sup>er</sup> Août 1942

RH

Copie transmise à :

MM. les Directeurs de l'Exploitation des Régions  
MM. les Directeurs des Services Centraux  
MM. les Secrétaires Généraux des Compagnies

en les informant que si des agents en service rencontraient encore des difficultés dans certaines localités ou certains départements du fait qu'ils ne possèdent que leur carte S.N.C.F., il y aurait lieu de donner au Préfet intéressé copie de la lettre ci-jointe du Ministre de l'Intérieur.

Le Directeur  
signé : BARTH

COPIE À M. WISDORFF

Paris, le 6 Août 1942

Le Chef des Service Administratifs  
signé : JOUFFROY

MT/S

N° 473 P. 42/2

11 Août 1942

MM. les Chefs de Division, Subdivision et Arrondissement,

pour gouverner.

Il y aurait lieu de ne saisir en cas où vous seriez tenus au courant de difficultés rencontrées par des agents ne possédant comme carte d'identité que leur carte S.N.C.F.

/Le Chef du Service M.T.  
signé : KEUFER

CHEMINS DE FER DE L'EST.

## BON DE SORTIE

DATE PRÉVUE DE LIVRAISON

MATÉRIEL ET TRACTION.

(RÉSERVE SUR STOCK-PRÉPARATION DES PIÈCES A LIVRER)

EST. MOD. 466c

UNITES ET MAGASINS INTERESSÉS

No. DE BON	No. DE DÉBIT	No. DE COMMANDE	VÉHICULE	TYPE No.	UNITES ET MAGASINS INTERESSÉS		REMONTAGE	No. DU BON DEMANDEUR
NOMEN- CLATURE OU SYMBOLE	DÉSIGNATIONS	A LIVRER (X)		OBSERVATIONS				
		SOIT GARNITURE A REMONTAGE A	SOIT PIÈCES POUR COMPLÈMENT B					

(X) RAYER LA COLONNE INUTILE-COMPLÉTER B D'APRÈS LA FICHE D'EXPERTISE

CHEMINS DE FER DE L'EST.

## BON DE SORTIE

DATE PRÉVUE DE LIVRAISON

MATÉRIEL ET TRACTION.

(RÉSERVE SUR STOCK-PRÉPARATION DES PIÈCES A LIVRER)

EST. MOD. 466c.

UNITES ET MAGASINS INTERESSÉS

No. DE BON	No. DE DÉBIT	No. DE COMMANDE	VÉHICULE	TYPE No.	UNITES ET MAGASINS INTERESSÉS		REMONTAGE	No. DU BON DEMANDEUR
NOMEN- CLATURE OU SYMBOLE	DÉSIGNATIONS	A LIVRER (X)		OBSERVATIONS				
		SOIT GARNITURE A REMONTAGE A	SOIT PIÈCES POUR COMPLÈMENT B					

(X) RAYER LA COLONNE INUTILE-COMPLÉTER B D'APRÈS LA FICHE D'EXPERTISE



2/11

Ministère de l'Intérieur

-----  
Direction Générale  
de la Police Nationale

-----  
Direction de la Police  
du Territoire et des  
Etrangers

-----  
5<sup>e</sup> Bureau  
N° 3889

ETAT FRANÇAIS

-:-:-

Vichy, le 10 Juillet 1942

Le Chef du Gouvernement,  
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur  
à M.le Secrétaire d'Etat aux Communications  
(Direction Générale des Transports - Service  
de la Main-d'Oeuvre - 6<sup>e</sup> Bureau).

Sous couvert de M.le Sous-Préfet délégué du Secré-  
taire Général à la Police dans les Territoires occupés.

OBJET : Carte d'identité professionnelle des agents de la S.N.C.F.

Référence : Votre dépêche AD/EN 96 du 24 Juin 1942.

Vous avez bien voulu me poser la question de savoir si la carte d'identité professionnelle dont sont titulaires les agents de la S.N.C.F. peut être considérée par les autorités administratives comme une pièce d'identité suffisante, tant que la carte instituée par la loi du 27 Octobre 1940 n'aura pas été rendue obligatoire.

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'aucun texte ne réglementant actuellement la question, je ne vois pas d'inconvénient en ce qui me concerne, à ce que les intéressés continuent, comme par le passé, à justifier de leur identité, au moyen de leur carte professionnelle.

Il est bien entendu que cette faculté cessera dès l'entrée en vigueur de la loi précitée.

Les agents de la S.N.C.F. seront alors tenus de solliciter une carte d'identité de Français, qui leur sera délivrée suivant un ordre de priorité dont mes Services étudient actuellement les modalités.

/Le Chef du Gouvernement  
Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur  
/Le Directeur de la Police du Territoire et des Etrangers  
le Sous-Directeur  
signature.